

Le soutien de Sport & Démocratie aux « 24 heures de Sport féminin » à la télévision

Le Club Sport & Démocratie se réjouit de l'initiative prise par Christine Kelly en faveur d'une meilleure représentation du sport féminin dans les médias audiovisuels et soutient la journée internationale « 24 heures de sport féminin » du 1^{er} février 2014.

Cette journée poursuit un double objectif : contribuer à une meilleure représentation du sport féminin à la télévision et le sortir de ses représentations imaginaires. Le Club Sport et Démocratie se félicite de l'exemplarité de ce qui pourrait passer pour un pari osé, mais dont le but affiché est de construire un inconscient collectif basé sur des principes d'égalité et d'indifférenciation. En cela, la journée « 24 heures de sport féminin » contribue à la cohésion nationale.

Mais l'enthousiasme ne doit pas occulter la lucidité, et l'action, aussi stimulante soit-elle, n'empêche pas le constat. Et celui-ci n'est pas glorieux. Profitons donc de cette formidable résolution pour mettre en lumière le manque de diversité de genre dans les directions des instances sportives. Alors que la place du sport féminin à la télévision progresse, et nous nous en réjouissons, l'effort doit également porter sur un renforcement de la place des femmes à la tête des fédérations sportives et dans leurs directions opérationnelles. À quelques (notables) exceptions près — citons par exemple Catherine Lamour à la Fédération Française d'Escrime et Claude Hüe à la Fédération Française de Randonnée pédestre —, le sport reste principalement une affaire d'hommes. Il suffit de regarder les organigrammes des instances du sport pour le vérifier. Contrairement à des entreprises d'autres secteurs qui ont brisé le « plafond de verre » pour donner des responsabilités à des femmes, la gouvernance du sport français n'est pas assez féminisée. Loin s'en faut.

Pour lever les verrous qui persistent et mettre fin à cette inertie qui donne du sport français une image d'un autre temps, il est nécessaire que les présidents de fédérations, à l'instar de Noël Le Graët ou Jean-Pierre Siutat, poursuivent le processus de féminisation engagé au sein de leurs instances respectives. Il nous semble de même indispensable que le monde du sport promulgue, de façon volontaire et autonome, des politiques d'incitation à la diversité qui lui soient spécifiques.

Ces politiques répondent à des enjeux de société : l'exemplarité et le respect de l'égalité briseront l'autocensure d'une population naturellement peu encline à se tourner vers des postes où elle sait que ses chances de recrutement sont moindres. Mais elles s'inscrivent aussi et surtout dans une logique de croissance économique et de création de richesses : la diversité de genre est un atout majeur de compétitivité, comme le démontrent toutes les études. Très pragmatiquement, pour le sport français aussi, ce sont des parts de marché qui sont en jeu ! Et nul ne peut nier que celui-ci en a besoin.

Il appartient donc au monde du sport de mettre en œuvre un effort de décloisonnement de fonctions jusque-là rarement dévolues à une population féminine. Il lui appartient également de s'engager dans une politique active de promotion de la diversité de genre et de le réaffirmer année après année, en mettant à profit l'effet d'amplification, la sensibilisation et la pédagogie que permettent des opérations aussi nécessaires que cette journée internationale « 24 heures de sport féminin ».

Le cap est fixé. Au sport français de montrer qu'il a suffisamment de maturité, de clairvoyance et de courage pour le tenir. Au sein du Club Sport & Démocratie, nous osons le pari de la confiance.

Sylvère-Henry Cissé
Sport & Démocratie